

Déclaration finale

ENGAGEMENTS de GETAFE

LES AUTORITES LOCALES DE PERIPHERIES POUR DES VILLES ET REGIONS METROPOLITAINES SOLIDAIRES, DURABLES, DEMOCRATIQUES ET CITOYENNES

2^{ème} FALP de GETAFE (Espagne) – 12 JUIN 2010

Après la ville de Nanterre (France) en mars 2006, la ville de Getafe (Espagne), a accueilli le 2^{ème} Forum d'Autorités Locales de Périphéries (FALP), les 10, 11 et 12 juin 2010.

La mobilisation autour de sa préparation et sa réussite en termes de participation réaffirment notre volonté d'Autorités locales de banlieues d'être des acteurs centraux de villes et régions métropolitaines solidaires, durables et démocratiques. Dans le monde urbain qui est le notre, nous sommes convaincus que cet apport local est décisif pour contribuer à un monde plus juste, plus humain et plus respectueux avec son environnement.

A cette fin, nous revendiquons d'être des acteurs visibles et entendus du mouvement municipaliste mondial.

→ *Des Territoires et des pouvoirs locaux de périphéries mobilisés pour le « Droit à la ville »*

Nos territoires -dans leur diversité de situations- se sont urbanisés en quelques décennies aux « marges » des centres historiques. Ils sont l'expression du développement métropolitain, qui touche l'ensemble des continents depuis un siècle. Développement du fait de l'accueil massif de nouveaux habitants, souvent de condition modeste, relégués des centres et des zones rurales.

Notre histoire comme notre présent sont marqués par le refus d'être des lieux de relégation transformés en ghettos ou en « villes dortoirs ».

Avec la mobilisation des habitants, nous avons travaillé et travaillons encore, au quotidien, pour éradiquer l'habitat indigne, pour que nos villes soient des lieux de vie, d'inclusion sociale, d'épanouissement individuel et collectif, d'égalités, de création culturelle, d'emplois pérennes et pour tous, de services et d'espaces publics, de lien social, d'inventivité solidaire et démocratique, d'éducation et de formation, d'accès aux droits fondamentaux. Nous refusons les préjugés sur nos quartiers et toutes les discriminations dont leurs habitants sont victimes.

Nous militons pour le « droit à la ville », pour le développement et le respect des droits des femmes et des hommes dans la ville.

Confrontés aux inégalités spatiales, nous agissons en permanence pour obtenir les moyens, notamment financiers, pour répondre aux besoins de nos concitoyens. Nous refusons que nos budgets deviennent les « variables d'ajustements » de la crise mondiale. La répartition des richesses et le financement de nos villes doivent prendre en compte notre volonté de mettre en œuvre des politiques publiques qui répondent aux aspirations des citoyens et d'en finir avec les discriminations territoriales. Nous sommes conscients que dans de nombreuses villes et métropoles, notamment du Sud, il reste beaucoup à faire et que nous n'en sommes qu'au début.

→ *Nous ne sommes plus les « invisibles »*

Notre époque est marquée par un débat de fond sur le rôle et l'avenir des régions métropolitaines dans notre monde global, sur leur fonctionnement et leur empreinte écologique. Des transformations urbaines, des planifications stratégiques, des formes de gouvernement sont repensées, préconisées ou mises en œuvres.

Nous affirmons que rien ne peut ni ne doit se décider sans prendre en compte nos expériences, nos identités, nos aspirations, nos richesses, nos avis, nos regards. Penser le présent et l'avenir métropolitains sans prendre en compte la diversité des territoires qui les composent on court le risque de privilégier un seul point de vue : celui des centralités économiques, financières, politiques, culturelles.

Nos territoires, nos populations existent et ne sauraient être les victimes de politiques qui imposent, au nom de la concurrence mondiale entre les métropoles, la priorité aux « centres financiers ». La spéculation foncière et son corollaire, la « gentrification » (expulsion de populations modestes), la multiplication et l'allongement des temps de transports, la relégation spatiale et sociale des catégories populaires, voire leur enfermement et/ou leur éloignement des services publics de base.

La croissance urbaine accélérée et désordonnée menace la qualité de vie dans les villes et les métropoles. Des processus en cours dans les grandes régions métropolitaines contribuent aujourd'hui à la spécialisation des territoires, l'étalement urbain, à la multiplication des temps de transports (flux pendulaire) ... Nous savons que ces phénomènes renforcent la précarité, les fragmentations spatiales et contribuent à dégrader le « vivre ensemble » et des conditions de vie jusqu'à faire naître des tensions entre habitants, voire des violences urbaines.

→ *Agir pour un droit à la métropole pour tous*

Nous sommes convaincus que d'autres chemins sont possibles pour promouvoir l'inclusion sociale, la solidarité, la responsabilité écologique et la participation citoyenne qu'il convient de promouvoir. Des initiatives probantes sont prises en ce sens.

Des autorités locales construisent des coopérations « inter municipales ». Elles s'appuient sur la mise en commun d'une ambition : la valorisation de la richesse culturelle et sociale de nos territoires, des habitants, de leurs identités avec la volonté d'améliorer et diversifier les lieux de vies, de recréer de la proximité. Des initiatives et coopérations qui s'attachent également à promouvoir **un développement économique vertueux, diversifié et durable, qui contrecarre les délocalisations.**

Ces initiatives contribuent à une planification métropolitaine qui réduit les déplacements « subis » -pour des raisons de qualité de vie et d'empreinte écologique- tout en favorisant, pour toutes et tous, l'accès aux transports en commun, ce droit à la mobilité durable légitimement revendiqué dans toutes les régions métropoles.

Le droit au logement reste également une priorité. Certains d'entre nous, notamment dans les pays du Nord, ont démontré, au cours de leur histoire, qu'à force de détermination politique et en y consacrant les moyens nécessaires, il était possible, avec des programmes d'habitat social et populaire, de faire reculer l'habitat indigne. Mais aujourd'hui encore, nombre de régions urbaines du monde sont confrontées à une croissance non maîtrisée et voient se développer d'immenses bidonvilles.

Des populations se mobilisent et revendiquent l'amélioration de leur habitat. Pour y contribuer, des pouvoirs locaux mettent en place des programmes concertés avec les habitants. Souvent se sont les moyens qui manquent. Mais nous refusons que les populations les plus modestes soit condamnées à l'éloignement à l'accès aux services métropolitains. C'est un enjeu décisif pour préserver le « vivre

ensemble » dans la métropole, une question de solidarité mais aussi de maîtrise de l'expansion urbaine, afin de réduire son impact environnemental.

La communauté internationale doit se mobiliser pour garantir l'accès aux services de base aux habitants de toutes les métropoles, au Nord comme au Sud (eau, électricité, santé, éducation etc.). Ce sont des biens communs de l'humanité dont les populations des périphéries sont trop souvent privées.

Un des points commun historique de nos territoires c'est de savoir faire preuve d'inventivité pour promouvoir des solidarités dans une diversité de domaines. Nous souhaitons notamment encourager les projets d'économie sociale et solidaire. Nombre d'entre nous cherchent par exemple à développer l'agriculture urbaine et péri urbaine, d'autres encouragent sa réimplantation, afin de créer ou renforcer la proximité entre consommateurs et producteurs.

Nous misons sur l'inter culturalité comme réponse intégrale pour éliminer la discrimination raciale. Les pratiques de ségrégation raciale et/ou culturelle menacent certaines régions métropolitaines. « L'inter culturalité » est une richesse pour nos villes et nos communautés métropolitaines. Nous croyons et défendons le processus mené autour de « l'alliance des civilisations ».

Pour que nos villes soient durables, solidaires et démocratiques, il est fondamental de prendre en compte la place des femmes dans tous les domaines de la vie politique, sociale, culturelle. Il est donc nécessaire que les pouvoirs publics travaillent à « l'empowerment » personnel, politique et social des femmes dans ces domaines et au renforcement des réseaux de promotion de l'égalité femme/homme, à la mise en place de politique innovante tendant à l'instauration d'une démocratie paritaire.

La forte présence de jeunes est également une des caractéristiques de nos territoires. Nous devons construire une ville pour et avec les jeunes. Il est impératif de garantir et de promouvoir leurs droits à l'éducation, à la formation et à l'emploi, aux loisirs et nous nous devons de recueillir leurs opinions et de favoriser par tous les moyens leur participation aux choix. C'est une exigence pour le présent et pour l'avenir.

➔ *Le futur de nos métropoles ne peut se décider sans nous, sans la participation des citoyens*

Nous savons que pour aborder nombre de défis urbains nous devons les travailler, les penser à l'échelle métropolitaine. Des réflexions sur le gouvernement des grandes agglomérations sont menées dans nombre de pays. Des systèmes politiques et administratifs très divers existent.

Nous ne croyons pas qu'il puisse avoir un modèle unique de gouvernabilité transposable d'un pays à un autre, d'une région métropolitaine à une autre. Mais nous avons la conviction qu'aucun projet de région métropolitaine solidaire et durable ne peut s'élaborer et être viable sans tenir compte des périphéries, de leurs citoyens, leurs identités, leurs pratiques, leurs aspirations et moins encore en écartant ou minorant, dans la gouvernance métropolitaine, la voix des pouvoirs locaux qui les représentent.

Partout où la décentralisation et les politiques de proximité ont été mises en place et accompagnées des ressources nécessaires, elles ont été une réponse efficace pour favoriser la proximité des réponses aux besoins des populations. Remettre en cause la décentralisation, c'est affaiblir la démocratie et l'efficacité des politiques publiques pour les habitants, cela serait faire marche arrière.

Il est possible et nécessaire d'impulser une coopération entre les différents pouvoirs locaux qui composent les régions métropolitaines, autour de projets inclusifs, de réductions de inégalités, qui impulsent du développement durable, le droit à la métropole pour tous et toutes.

Le « vivre ensemble », le droit à la centralité pour tous et le développement durable peuvent nous appeler à penser les régions métropolitaines de manière « polycentrique » et comme un ensemble de villes connectées.

Sur tous ces enjeux, une mobilisation de l'ensemble des acteurs sociaux, économiques, associatifs, citoyens, politiques est nécessaire. Nombre d'entre nous sommes convaincus que des politiques actives et innovantes de participation citoyenne doivent se développer localement (budget participatif, rencontres participatives, réseaux de villes etc) et s'interconnecter à différents niveaux pour agir sur les défis métropolitains. Inventer et connecter la démocratie participative à ce niveau est certainement l'un des plus grands défis que nous devons relever.

Le développement de la démocratie participative dans les villes et les régions métropolitaines est sans aucun doute un des défis majeurs auquel nous sommes confrontés.

Ensemble, avec la participation des habitants et dans un débat constructif avec les villes centres, nous sommes convaincus que nous pouvons construire des régions métropolitaines solidaires, durables, démocratiques et citoyennes. Une autre métropole est possible et nécessaire !

Plan de travail et agenda politique

AMPLIFIER LE RESEAU « FAL-P POUR DES METROPOLES SOLIDAIRES »

**Un réseau « FAL-P pour des métropoles solidaires »
et une commission « villes de périphéries » de CGLU pour faire entendre notre « voix »,**

favoriser les connaissances mutuelles, promouvoir la coopération décentralisée

L'échange d'expériences, la mise en réseau, au niveau mondial, de nos engagements locaux pour des villes, des territoires et régions métropolitaines solidaires, durables et démocratiques, sont pour chacun d'entre nous une source de connaissances, d'informations. Cette réalité démontre aujourd'hui combien nos aspirations locales sont inter connectées à l'échelle globale.

Ensemble nous sommes plus forts face aux puissants acteurs de la globalisation néolibérale qui n'entrevoient les villes et régions métropolitaines que comme sources de rentes financières, sans considération du bien être, du vivre ensemble, du droit à la métropole pour tous.

Dans une planète majoritairement urbaine, agir pour des villes et des aires métropolitaines inclusives, c'est contribuer à un monde plus solidaire.

→ Vers un « Rapport mondial des périphéries pour des métropoles solidaires »

Cette volonté, construite à partir de l'expérience du réseau « FAL-P pour des métropoles solidaires » et le succès de son 2^{ème} rendez-vous mondial à Getafe, nous amènent à proposer maintenant d'amplifier le travail en réseau. Nous souhaitons le faire en renforçant la collaboration que nous avons depuis le début avec des mouvements sociaux et citoyens, des militants du Droit à la ville, des chercheurs.

Depuis plusieurs années, nous avons accumulé nombre d'expériences et d'idées. Dans la diversité, nous avons construit une identité commune. Nous pouvons apporter beaucoup pour comprendre les enjeux et répondre aux défis des régions métropolitaines.

Nous entendons en conséquence **réaliser un rapport mondial sur les enjeux métropolitains** et formuler un ensemble de propositions que nous apporterons au congrès mondial de CGLU, au Forum Social Mondial (FSM), au Forum Urbain Mondial (FUM) et dans d'autres rendez vous internationaux. Pour contribuer à ce travail, nous proposons de **créer un comité scientifique international** ouvert à tous les chercheurs qui le souhaitent, ainsi qu'aux mouvements sociaux.

Le FALP encourage toutes les autorités locales qui désirent **organiser des séminaires thématiques** comme le proposent déjà des pouvoirs locaux du réseau, sur la mise en œuvre des Agendas 21 et la gouvernance métropolitaine ; les politiques publiques de santé ; la planification urbaine stratégique et l'expérience de l'intercommunalité...

Nous nous engageons à **poursuivre ou engager une collaboration avec les commissions de CGLU et notamment sa section métropolitaine « METROPOLIS » et d'autres réseaux mondiaux de pouvoirs locaux** (Observatoire international de la démocratie participative, villes éducatrices, programme URBACT « Net Topic », plateformes des budgets participatifs, MERCOCIUDADES...). Parallèlement, nous porterons et mettrons en débat nos engagements et nos propositions dans nos villes et nos régions métropolitaines.

En lien avec le réseau FAL et la Commission Inclusion Sociale et Démocratie Participative de CGLU, nous sommes déterminés à nous **mobiliser pour le succès du 9^{ème} Forum des Autorités Locales, à Dakar (Sénégal), dans le cadre du Forum Social Mondial** qui s'y réunira du 6 au 11 février 2011.

Nous proposerons dans ce cadre que se réalise la première rencontre du FALP en Afrique, avec nos amis de la ville de Pikine, dans la banlieue de Dakar.

En 2012, un rendez vous du FALP pourrait se tenir à **Canoas** (Brésil), à l'occasion du 2^{ème} « Forum social du Grand Porto Alegre ».

En 2014, la 3^{ème} édition mondiale du FALP aurait lieu au Brésil.

Dans ce processus nous proposons que la coopération décentralisée entre Autorités locales de périphéries s'accélère afin de concrétiser des projets pour des villes et des métropoles solidaires.

→ Présents et reconnus au sein du mouvement municipaliste

La mise en commun de toujours plus d'expériences, d'aspirations, de pratiques enrichit l'action de chacun au plan local et renforce la portée globale de la parole des périphéries. Nous nous adressons à l'ensemble des autorités locales métropolitaines du monde pour qu'elles contribuent au développement du réseau FAL-P et qu'elles rejoignent la commission « villes de périphéries » de CGLU, qui s'engage à porter leur « voix ».

Nous les appelons à contribuer au succès du sommet mondial des leaders locaux et régionaux de CGLU (3^{ème} congrès mondial) à Mexico, en novembre prochain.

Nous demandons à ce dernier de faire entendre notre voix en son sein en nous permettant d'apporter notre contribution, nos expériences à l'ensemble des thématiques et en ouvrant un débat spécifique sur les régions métropolitaines. Nous nous engageons à le préparer en lien avec la section métropolitaine de CGLU « METROPOLIS » comme nous l'avons fait à plusieurs reprises.

Enfin, nous appelons le congrès de CGLU et ses sections régionales à faire toute leur place aux périphéries et aux pouvoirs locaux qui les représentent au sein de leurs instances de direction (Conseil Mondial, Bureau Exécutif, Coprésidences et Vice-présidences).

Getafe, le 12 juin 2010.